

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

Myers, Ramon H. (Ed.) *The Chinese States : U.S. Foreign Policy and Interests*. Stanford (Cal.), Hoover Institution Press, 1978, 98 p.

par Joe Fu Chiang

*Études internationales*, vol. 12, n° 2, 1981, p. 422-423.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701217ar>

DOI: 10.7202/701217ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

même si cela n'excluait pas une coopération monétaire avec le reste du Canada sur le modèle du système monétaire européen.

En somme, ce livre donne un certain appui empirique à une version de souveraineté-association pour le Canada. Mais il faut noter que cette évidence est souvent marginale, que l'analyse du professeur Boisvert mine deux piliers de la version péquiste (union douanière, union monétaire Québec-Canada) et surtout qu'une telle analyse économique ne fait face ni à l'irréalisme politique d'une souveraineté-association canadienne à six, ni aux problèmes d'ordre décisionnel d'un tel système à deux.

Charles C. PENTLAND

*Département de science politique  
Queen's University, Toronto*

## ÉTATS-UNIS

MYERS, Ramon H. (Ed.) *The Chinese States: U.S. Foreign Policy and Interests*. Stanford (Cal.), Hoover Institution Press, 1978, 98 p.

La politique étrangère américaine à l'égard de la Chine a une longue tradition d'ambiguïté. Pour les dernières années, notons à titre d'exemple qu'en 1971, le secrétaire d'État américain, William Rogers, réclamait une lutte à mort en faveur de la représentation de Taïwan au sein des Nations Unies tandis que Henry A. Kissinger, conseiller du président Nixon en matière de sécurité, attendait à Pékin le résultat officiel de l'expulsion de la République de Chine des Nations Unies, espérant une réaction favorable de la part des dirigeants de la République populaire de Chine (les Chinois communistes), que le Président américain comptait visiter l'année suivante.

L'étude de Myers porte sur la politique étrangère de l'administration Carter, présentée comme imprécise et imprévisible. Pour l'auteur, cela signifie en fait que les conditions jugées acceptables pour que l'administration Carter reconnaisse la République populaire de

Chine demeuraient telles, *i.e.* imprécises et imprévisibles. Conséquemment, son ouvrage se demande si les engagements américains en faveur des droits humains et de la sécurité ont pu être appliqués à la question Chine-Taïwan.

Trois options offertes à la politique étrangère américaine en Asie sont discutées :

1. Les États-Unis pouvaient retirer toutes leurs forces militaires stationnées dans le Pacifique, tout en mettant fin aux traités d'assistance mutuelle conclus avec des territoires de la région.
2. Les États-Unis pouvaient mener une stratégie de front uni avec la République populaire de Chine et le Japon, dans le but de résister à l'Union soviétique.
3. Les États-Unis pouvaient mettre en oeuvre une stratégie d'équilibre entre l'Union soviétique et la République populaire de Chine.

Dans la mesure où la République populaire de Chine est non seulement une nation communiste, mais aussi un pays fortement nationaliste, ces trois options n'auraient pas favorisé à long terme la réalisation des intérêts nationaux des États-Unis. Aussi, l'existence de la République de Chine, capable de jouer un rôle très important de contrôle vis-à-vis de la République populaire de Chine, a pu être considérée comme essentielle à la sécurité des États-Unis.

Par ailleurs, l'ouvrage de Myers souligne que la Chine n'est pas le seul État divisé dans le monde contemporain. L'Allemagne et la Corée présentent aussi cette caractéristique. Le Vietnam, unifié par la force, entrerait dans la même catégorie. Aucun de ces pays n'a pu être unifié par un règlement pacifique. Autrement dit, un tel arrangement équivaut presque à l'absence de règlement ou au *statu quo*. La politique étrangère américaine à l'égard de la Chine a été indirectement, mais clairement définie par le communiqué de Shanghai :

« Les États-Unis reconnaissent le maintien effectif des Chinois de chaque côté du détroit de Taïwan, ils reconnaissent

une Chine et que Taïwan fait partie de la Chine. Le gouvernement des États-Unis ne récusé pas cette position. Il réaffirme son intérêt dans un règlement pacifique de la question de Taïwan par les Chinois eux-mêmes ».

Le livre de Myers souligne également que l'Union soviétique n'est pas favorable à la réunification de l'Allemagne. Suivant la même logique, elle ne serait pas favorable non plus à la réunification de la Chine. Ainsi, la politique étrangère américaine à l'égard de la Chine et la politique étrangère soviétique à l'égard de la Chine coïncident avec leur position respective à l'égard de l'Allemagne.

Finalement, l'administration Carter a rompu les relations diplomatiques avec la République de Chine et a reconnu la République populaire de Chine, tout en annulant le Traité de défense mutuelle conclu en 1954 entre les États-Unis et la République de Chine. En réalité, le Traité de 1954 continue d'exister, sous une appellation différente, grâce à l'Acte sur les relations avec Taïwan, promulgué en 1979 :

« Section 3, (e) Le Président doit informer directement et immédiatement le Congrès de toute menace à la sécurité ou au système social ou économique du peuple de Taïwan, de même que tout danger menaçant à cet endroit les intérêts des États-Unis. Le Président et le Congrès devront déterminer, conformément aux procédures prévues par la Constitution, l'action appropriée qui sera entreprise par les États-Unis pour contrer tout danger ».

Une grande partie de l'ouvrage de Myers est consacrée à la description des succès qui ont distingué la République de Chine, depuis plusieurs années déjà, tant au niveau des activités économiques que des réalisations humaines. Cette façon de procéder peut s'expliquer par la volonté d'amener les lecteurs à soutenir l'indépendance de Taïwan contre la perspective d'une domination communiste. Dans la mesure où l'existence de la République de Chine à Taïwan est perçue comme essentielle à la sécurité nationale des États-

Unis, le véritable objectif de la publication de ce livre semble être de protéger les intérêts nationaux américains. Myers et ses collaborateurs jouent, dans le monde académique, le rôle tenu par William Rogers sur la scène politique.

Le fait de connaître à l'avance la véritable intention de Myers peut rendre plus intéressante la lecture de son livre. [*Traduit de l'anglais*]

Joe Fu CHIANG

*Département de science politique  
Université Laval*

SHIELS, Frederick L. *Tokyo and Washington: Dilemmas of a Mature Alliance* Lexington (Mass.), Lexington Books, 1980, 219 p.

En introduction, Frederick L. Shiels affirme que son objectif est de fournir une « interprétation de la santé de la relation » qui résulte des « décisions politiques démocratiques de Tokyo et Washington ».

L'ouvrage se divise en six chapitres. Après une brève discussion philosophique (dans le chapitre 1) sur les politiques d'alliance et la sécurité internationale, le docteur Shiels décrit (dans le chapitre 2) la culture politique qui influe sur les prises de décisions à Washington et à Tokyo, tout en analysant les divers modèles qui entrent dans la genèse d'une politique étrangère d'alliance. Le troisième chapitre est consacré à la description des fondements historiques de la rencontre américano-japonaise qui ont engendré la relation, depuis la mission du commodore Matthew Perry en 1953 jusqu'à l'ère Nixon. Le quatrième chapitre essaie d'examiner quels sont les événements et les personnalités qui ont marqué les relations américano-japonaises au cours des années 60 et 70. Shiels tente également de prévoir quelques-uns des problèmes internationaux majeurs qui, indubitablement, auront une influence au cours des années 80. Dans le cinquième chapitre, l'auteur fournit une évaluation détaillée de l'état de la